

# Grand débat national du 15 février 2019, Angoulême

Partie consacrée à l'organisation de l'État,  
des services publics, de la démocratie et  
de la citoyenneté.

---

- |  |              |
|--|--------------|
| 1) <i>Introduction</i>                                   | <i>P. 2</i>  |
| 2) <i>Démocratie et citoyenneté</i>                      | <i>P. 3</i>  |
| 3) <i>Organisation de l'État et des services publics</i> | <i>P. 15</i> |



*Le débat a débuté à 18 heures 20, il était animé par Jean-Louis NÉE.*

## Introduction

---

### **Xavier BONNEFONT, maire d'Angoulême**

Mesdames et Messieurs, je vous invite à prendre place, à part celles et ceux qui ont un micro dans la main et qui sont chargés de vous permettre de prendre la parole. Nous sommes réunis pour le deuxième débat que nous avons initié il y a quelques jours avec la ville de Soyaux. Mardi soir, nous étions à Soyaux pour parler de transition énergétique et de fiscalité. Ce soir, nous sommes réunis ici, à l'espace Lunesse, pour parler de l'organisation de l'État, des services publics, de la démocratie et de la citoyenneté. Nous allons conserver le format qui a été le nôtre mardi soir. Jean-Louis Née est à nouveau parmi nous, c'est un ancien journaliste et chef d'entreprise, et il a de multiples responsabilités associatives. Il sera chargé d'animer ce débat, de veiller à ce qu'on reste dans le cœur du sujet, même si comme nous l'avons fait à Soyaux, nous gardons un troisième temps plus libre pour aborder l'ensemble des questions ou des interrogations qui peuvent être les vôtres, et qui seront bien évidemment versées au débat.

Comme mardi soir, quelqu'un est chargé de réaliser une retranscription des échanges, des débats, des questions, des propositions, qui seront ensuite reprises et versées in extenso là encore, sur le logiciel ou, en tout cas le registre mis en place par l'État. Je salue Monsieur le Référent départemental en charge de l'organisation des débats dans le cadre du grand débat national, Monsieur Lagarde. Je salue Monsieur le Député Mesnier. Je salue les élus de la ville d'Angoulême et ceux de la ville de Soyaux. D'ailleurs les élus de la ville d'Angoulême et de Soyaux vont être chargés des micros comme je l'ai indiqué. Je souhaite excuser également Monsieur le Maire de Soyaux, qui a dû partir un peu plus tôt pour une obligation qu'il avait ce soir et qui ne sera pas avec nous, mais qui est largement représenté.

Je voudrais rappeler également que l'intérêt de cette soirée et de cet échange est que tout le monde puisse s'exprimer dans un total respect, dans une totale écoute, et cela nécessite bien évidemment quelques règles que vous rappellera Jean-Louis dans quelques instants, pour que les échanges puissent être constructifs, et se dérouler dans le respect des uns et des autres. Je crois que c'est très important, et c'est ce qui nous intéresse. Je vous propose de transmettre le micro et cette responsabilité à Jean-Louis, et donc nous échangerons tout au long de la soirée.

### **Jean-Louis NÉE**

Merci Monsieur le Maire. Merci donc aux élus présents et au député Thomas Mesnier. Juste une petite précision d'entrée : Comme cela a été partout le cas, ce débat est là pour permettre à chacun de s'exprimer. Il ne faut pas attendre de réponse des élus. L'idée est de contribuer à ce grand débat au cours duquel seront collectées un grand nombre de réactions, d'idées et de propositions dans toute la France. Et donc il n'y aura pas d'intervention des élus. Ils ont organisé cette réunion essentiellement pour permettre à chacun de s'exprimer, et c'est ce que nous allons essayer de faire ensemble ce soir.

Nous allons traiter les unes après les autres les thématiques qui sont la démocratie, la citoyenneté et l'organisation des pouvoirs publics, en commençant par la démocratie et la citoyenneté qui ouvrent de nombreux champs de réflexion au niveau du mode d'élection, du mode de fonctionnement, de la démocratie directe et de la démocratie représentative. Je pense que nous pourrons beaucoup échanger sur ces sujets. Entre ce premier thème et le second, nous essaierons d'effectuer une petite coupure pour qu'on puisse éventuellement se dégourdir les jambes, et aussi pour avoir pitié de la dame là-bas au fond qui prend les échanges en note, pour qu'elle puisse reprendre un peu sa respiration.

Cela me permet de vous dire que tout ce qui va être dit ce soir est pris en sténo, et sera retransmis in extenso, sans synthèse, sans modification ni quoi que ce soit d'autre, aux services de l'État. De la même façon, tout sera enregistré en audio et sera disponible demain. Il se trouve que parmi mes engagements associatifs, je suis président de la radio

locale associative RCF Charente. Je vais donc dès ce soir en rentrant encoder l'enregistrement, et je pense qu'en fin de matinée demain, les gens qui n'auront pas pu venir, qui voudront se réécouter, ou en faire profiter leurs amis et voisins, pourront le retrouver sur [rcfcharente.fr](http://rcfcharente.fr).

Pour la réunion d'aujourd'hui, quelques règles toutes simples. La première c'est qu'effectivement nous sommes là pour nous exprimer. Nous aurons peut-être des opinions différentes. Ce n'est pas la peine de marquer sa désapprobation de certaines idées ou son approbation d'autres. Il faut simplement écouter et respecter les uns et les autres. Je pense que c'est le minimum. De ce point de vue-là, cela s'est d'ailleurs très bien passé à Soyaux haut la semaine dernière. Il faut aussi essayer de penser aux autres, donc ne pas faire des interventions trop longues. On peut redonner la parole plusieurs fois à la même personne, donc ne vous éternisez pas, d'une part pour permettre à tout le monde de s'exprimer, et d'autre part parce que plus on est bref, plus on est percutant et mieux on est compris par les gens qui nous écoutent.

Je vais donc donner l'exemple et essayer d'être bref. Nous allons commencer par le thème de la démocratie et de la citoyenneté. Sur le mode de fonctionnement, il faut lever la main, je regarde de manière circulaire, autant que je peux, et je propose à quelqu'un de prendre la parole. Aussitôt le micro vous est apporté par l'un des quatre élus, deux élus d'Angoulême et deux de Soyaux qui sont dans les travées. Vous pouvez donc déjà commencer à lever la main. Nous avons une première intervention ici. Voilà, c'est Monsieur Landreau de Soyaux qui lui tend le micro, sur le thème démocratie et citoyenneté.

J'ai oublié de vous demander de vous présenter, dire qui vous êtes, votre nom, votre prénom, et aussi ce que vous faites dans la société, si vous êtes actif, quel est votre métier. C'est intéressant et cela permet de mieux comprendre vos interventions.

## Démocratie et citoyenneté

---

### David MOUGEARD

Je me présente, je suis cuisinier saisonnier, français, victime. Monsieur le Député, j'aimerais savoir où sont passés nos droits de citoyens, où est notre liberté quand vous votez des lois anti-casseurs, alors que ce sont des lois anti-manifestations ? Où est notre égalité quand vous donnez 30 mois de prison au boxeur dont j'ai oublié le prénom, alors que les violences policières sont banalisées ? Où est l'égalité quand un policier fend le crâne d'un citoyen et qu'on le laisse impuni ? Où est cette même égalité quand on condamne un SDF qui prend de la nourriture dans les poubelles des grandes surfaces, alors que plusieurs élus, comme Madame Lan, pour ne citer qu'elle, se servent directement dans les caisses de l'État, et qu'on les laisse jouir de toute leur liberté ? Où est notre fraternité, quand on laisse dormir des sans-abri devant des maisons inhabitées, alors que des préfets font loger leur famille à la Préfecture et mangent des plats préparés par des chefs cuisiniers payés à nos frais ? Où est votre sens du sacrifice quand, pour l'écologie, vous nous demandez à nous, Français de faire encore des efforts à notre petite échelle, alors que vous auriez pu montrer l'exemple vous-même, et ce à deux reprises en retirant l'huile de palme dans le biocarburant, vote qui a eu lieu le 16 novembre, ou lorsque vous avez voté contre le retrait total du glyphosate ?

Monsieur le Député, quand je vous ai rencontré la première fois, vous m'aviez dit que c'est vous qui porteriez la loi pour l'accompagnement des enfants handicapés. J'espère que vous vous en souvenez. Je me suis rendu compte que vous êtes abstenu.

Vous soutenez aussi la politique du licenciement de 120 000 de vos anciens collègues. Vous votez pour la pollution, vous votez des lois liberticides. Vous avez été élu pour représenter le peuple, et non pour l'enfoncer petit à petit.

Monsieur le député. Allez-vous un jour, vous et vos collègues, représenter le peuple, ou continuerez-vous à voter ce que vos amis de l'État vous disent de voter ? Monsieur le

député, à quand la fin du racket du peuple, à quand l'arrêt de vos privilèges ? Je vous rappelle que la monarchie s'est terminée en 1792. Monsieur le député, à quand votre tour de vous serrer la ceinture ?

**Jean-Louis NÉE**

Comme nous l'avons dit, nous sommes là pour nous exprimer, donc il n'y a aucun problème, j'ai bien pris note, mais je ne pense pas que les élus répondront. C'est ce que nous avons annoncé dès le départ. Sur le thème de la citoyenneté et de la démocratie, y a-t-il d'autres interventions ? Une dame au fond là-bas ? Pascal Monier de la ville d'Angoulême va vous passer le micro.

**Marie TRAGOUD**

Bonjour, je suis journaliste indépendante et citoyenne. Et je voudrais poser la question du budget participatif citoyen. Je sais qu'à Metz, sur 500 idées émises par les habitants, une cinquantaine ont été choisies et vont être financées à 100 %. Serait-ce envisageable en Charente ?

**Jean-Louis NÉE**

Pouvez-vous préciser cette notion de budget participatif ?

**Marie TRAGOUD**

La Ville a demandé aux citoyens de proposer leurs idées en termes de transition écologique et de développement durable. 500 idées ont émergé, et 50 d'entre elles ont été choisies par la ville et entièrement financées. Et je me dis que cela pourrait être intéressant aussi ici, pour que les citoyens aient le sentiment d'avoir du pouvoir, et aussi qu'au niveau local, on agisse pour la transition écologique.

**Jean-Louis NÉE**

Si je comprends bien ce que vous proposez, c'est un grand débat qui débouche au niveau local au moment du budget, sur des questions de transition écologique ?

**Marie TRAGOUD**

Que dans le budget de la Ville, une part puisse être dédiée au financement d'idées de citoyens en termes de transition écologique par exemple.

**Jean-Louis NÉE**

Merci beaucoup. D'autres idées concrètes comme Madame ?

**De la salle**

C'est bien joli de poser des questions. Je voudrais bien que Monsieur le député y réponde, parce que c'est un débat. Nous devrions avoir les réponses. Je voudrais bien entendre ce qu'il pense de ce dont Monsieur vient de parler, parce qu'ils ont voté contre beaucoup de choses. Ce n'est pas la peine d'être là si nous n'avons pas de réponse.

**Jean-Louis NÉE**

Oui, mais vous savez bien que le débat dure jusqu'au 15 mars.

**De la salle**

C'est vous qui répondez !

**Jean-Louis NÉE**

Je ne réponds pas. Je fais préciser une notion. J'essaie de me faire expliquer pour comprendre, et pour que tout le monde comprenne. Je n'ai absolument pas de qualité pour répondre, vous le comprenez bien.

**De la salle**

Si nous n'avons pas de réponse, ce n'est pas la peine d'être là.

**Jean-Louis NÉE**

Mais si ! Vous pouvez émettre vos idées. C'est un débat qui permet de participer au cahier de doléances.

**De la salle**

Monsieur le député est là, il doit répondre ! C'est la moindre des choses !

**Jean-Louis NÉE**

Il a annoncé d'entrée qu'il ne le ferait pas.

**De la salle**

Donc, ce n'est pas la peine d'être là, nous allons nous en aller, alors. Je suis désolé.

**De la salle**

Comment peut-il nous représenter s'il ne dialogue pas avec nous ? Je pense que nous sommes tous d'accord, il s'agit d'un dialogue. S'il n'y a pas de dialogue, ce n'est pas un débat. Peut-être avons-nous été vus comme des gueux, mais non, nous ne sommes pas illettrés. On sait ce que veut dire débat !

**Jean-Louis NÉE**

Vous aviez fait la même remarque à Soyaux, vous vous souvenez. Je comprends tout à fait votre position, mais l'idée du grand débat, c'est d'accumuler un certain nombre de propositions pour opérer un tri ensuite. Je suis un citoyen comme vous et je n'ai aucun mandat électif. Mais il y a des temps dans le débat pour la question et pour la réponse. Là, nous sommes dans le temps de la question. La réponse est à partir du 15 mars si j'ai bien compris, c'est en tout cas ce qu'on nous a expliqué. Donc je pense que vous n'obtiendrez pas de réponse. Le député est là, il a fait le déplacement, je ne suis pas là pour le défendre, mais il est là pour vous écouter et il entend ce que vous dites.

**De la salle**

Il faut répondre maintenant ! Ce n'est pas au niveau de l'État qu'ils vont répondre, nous ne saurons rien. En fin de compte, tout ça ne sert à rien. C'est du blabla.

**Jean-Louis NÉE**

Par exemple, vous défendez le référendum d'initiative citoyenne. Dites-nous-en un mot. Madame. Vous êtes Maryline, je crois ?

**Maryline**

Oui. Bonjour. J'ai des solutions, car nous avons travaillé un petit peu. Pour plus de démocratie, nous demandons d'instaurer le RIC, référendum d'initiative citoyenne, pour proposer et abroger des lois. Nous proposons également d'introduire un scrutin de liste à la proportionnelle pour l'élection des députés, avec obligation de représentation de toutes les classes sociales et de prise en compte du vote blanc. Cela signifie que dans le gouvernement, on pourrait avoir des sans-abri et toutes sortes de gens. C'est une façon de parler, mais toutes sortes de citoyens différents.

Maintenir l'interdiction des cumuls de mandats et limiter le nombre de mandats successifs dans le temps, éviter la professionnalisation des élus, réduire les dépenses liées à nos institutions, rémunérations, train de vie, privilèges, Assemblée nationale, Sénat, Présidence, ministères, haute fonction publique, Régions, Départements, etc.

En ce qui concerne les médias, garantir la pluralité d'opinions et supprimer les aides publiques à la presse appartenant à de puissants groupes financiers.

Dynamiser les zones rurales, soutenir les activités artisanales, industrielles et agricoles, en particulier la filière bio et les circuits courts, les petits commerces, maintenir les services publics et les dessertes ferroviaires.

### **Jean-Louis NÉE**

Les dessertes ferroviaires sont un sujet d'actualité ici dans notre région.

### **Christian LISOIRE**

Je suis retraité. Je crois que nous pouvons tous nous accorder sur le fait qu'il y a une crise de légitimité de la démocratie représentative. Ceci étant dit, il faut que cette crise, pour qu'elle puisse être bénéfique, nous permette de réfléchir à l'articulation entre la démocratie représentative et la démocratie participative. Cela fait longtemps d'ailleurs qu'un certain nombre de personnes le disent. Il existe des instances de type Conseil de développement dans certaines communes, il y a une vie de ce type. Mais à mon avis, c'est notoirement insuffisant.

Il me semble qu'un individu comme l'est chacun d'entre nous ne devrait pas être considéré uniquement comme un électeur au moment du vote, et dont on ne se soucie plus après. Pour rendre de la légitimité à l'élu, il faut qu'il y ait une articulation bien pensée entre la démocratie participative et la démocratie représentative, pour éviter des jugements à l'emporte-pièce selon lesquels les élus sont des nantis, des pourris, etc. Je ne le pense pas. Il y en a, certes, mais ce sont des exceptions.

Pour que la démocratie vive, il faut qu'il y ait des élus légitimés. Là, il y a des progrès à faire pour parvenir à une démocratie participative bien pensée, où les professions de foi des élus ne serviraient pas uniquement à les faire élire. Les élus pourraient être questionnés à intervalles réguliers, tous les ans par exemple au niveau d'une démocratie locale, d'une commune, pour qu'ils puissent présenter l'état d'avancement des projets en référence à leur profession de foi et dire pourquoi ils n'ont pas pu aller plus loin, quelles difficultés ils ont rencontrées, pour que les citoyens puissent donner leur avis, de façon à ce qu'il puisse y avoir des réajustements. Cela me semblerait être de la vraie démocratie participative, et je serai beaucoup plus pour une telle démocratie bien pensée. C'est plus facile à l'échelon local qu'à l'échelon national, mais la vivre quotidiennement à l'échelon local permettrait peut-être son apprentissage à l'échelon national.

Par contre, autant je suis extrêmement favorable à ce type de démocratie participative, en articulation avec la démocratie représentative, autant j'ai les plus vives réticences envers une démocratie directe de type RIC qui, à mon avis, part d'une bonne volonté, mais peut avoir des inconvénients énormes. Et je terminerai par une phrase de Desproges qui disait : « Le bon sens populaire, on sait ce que c'est. En 1933, c'est lui qui a fait élire Hitler. »

### **Pierre MERCIER**

Je suis retraité. Tout d'abord je tiens à remercier les Gilets jaunes, car grâce à eux, ce débat existe. En fait, ce n'est pas un débat, c'est une suite de monologues, puisque les représentants du peuple ne veulent pas répondre.

### **Jean-Louis NÉE**

Vous pouvez vous répondre entre vous, par exemple sur la proposition de Monsieur.

### **De la salle**

S'il y a autant de colère dans le pays, c'est peut-être à cause de la politique menée par ce gouvernement, approuvée aveuglément par les députés de la majorité qui votent les yeux fermés des lois scélérates et liberticides. Je vais vous en donner quelques exemples.

L'interlocuteur précédent a parlé du vote de Monsieur Mesnier. Lors du débat à l'Assemblée nationale concernant l'accompagnement des handicapés, certains députés dont je ne vais pas citer les noms, ont refusé d'y participer. Ensuite, ces mêmes députés se permettent de voter la fermeture des maternités de proximité.

Nous voyons bien qu'ils se moquent du peuple. Ils se permettent de voter la suppression de 120 000 emplois dans le service public, de voter des lois qui précarisent les emplois dans la fonction publique, ce qui entraîne dans le système de santé les difficultés de travail des infirmières et autres qui font des burn-out, etc. De plus, ils ont voté contre le projet de loi qui interdit le glyphosate. Je dis bravo génial ! Ils ont aussi voté les lois anti-casseurs. On se croirait chez Poutine ou chez Castro ! Christophe Dettinger a perdu son sang-froid, c'est dommage, mais il est condamné à un an de prison quand même, tandis que les policiers se permettent de matraquer certains Gilets jaunes. Une vingtaine d'entre eux ont perdu un œil, ou sont fracassés, et il y a quand même 314 incarcérations. On se demande dans quel régime on vit, en Chine, ou à Cuba.

Je ne vais pas être trop long. Je voudrais reparler par la suite de la représentation nationale, du nombre de députés ou de sénateurs, en comparaison avec d'autres pays. Je laisse la parole, mais je veux dire qu'on a des députés tellement géniaux qu'on en veut encore !

### **Jean-Louis NÉE**

On va vous laisser reprendre votre souffle.

### **De la salle**

C'est pour Monsieur qui est juste là-bas, qui a dit Qu'hitler a été élu démocratiquement, alors qu'il a été nommé chancelier par Hindenbourg. Il a dit quelque chose qui était faux, ce qui m'a un peu embêtée. Je suis d'accord avec son idée. Résumée, elle consiste à dire que les élus devraient rendre des comptes tous les ans par rapport à ce qu'ils ont promis ou ce qu'ils vont faire, et pourquoi ils ne l'ont pas fait. Mais je ne suis pas d'accord pour dire que la démocratie directe est nulle et dangereuse. En Suisse, ils ont des référendums tous les ans et cela se passe très bien, il n'y a aucun problème. Les propositions un peu trop exagérées sont généralement mises de côté par tout le monde, parce qu'elles provoquent beaucoup trop d'incertitudes. Je ne m'en fais donc vraiment pas vis-à-vis de cela. Si on instaure le référendum d'initiative citoyenne demain, ce qui est voulu par une majorité de gens dans ce pays, peut-être pas avec les mêmes modalités, certains voudraient plus de référendum, d'autres un peu moins, mais qu'importe, je pense que ce sera une bonne chose.

### **Jean-Louis NÉE**

Je ne veux pas trahir ce que disait Monsieur. Il propose de combiner la démocratie représentative avec la démocratie participative, l'un complétant l'autre. C'est-à-dire qu'il y a une élection tous les cinq ans, par exemple pour les députés, mais entre-temps, le peuple ne se tait pas, il peut agir.

### **Maurine BELIN**

Je suis retraitée. Je voulais intervenir parce que je m'attendais plus à un vrai débat, plus à des réponses. Je m'intéresse beaucoup à la politique, j'ai eu le bonheur ou le malheur, cela dépend de quel côté on se place, de voter pour Monsieur Macron, avec beaucoup d'espoir. Et je me retrouve comme beaucoup de mes concitoyens, un peu déçue de ce qui se passe actuellement. Je voulais demander à Monsieur Mesnier d'intervenir à propos de tout ce qui se passe sur Facebook avec ceux que j'appelle les petits soldats de Macron. J'ai l'occasion d'aller sur Facebook tous les soirs pour d'autres raisons, je jette un



petit coup d'œil, de temps en temps, je mets une remarque qui ressemble à la remarque de Monsieur sur la façon de gérer des élus, notamment en Scandinavie. Je fais référence à cette façon de procéder, et je me rends compte qu'à un moment donné, je dis cela avec l'humour britannique, j'espère, il y a les petits soldats de Macron qui arrivent en masse vers minuit, et qui attaquent les vieilles dames comme moi. Franchement, c'est très gênant, parce que je n'ai vraiment pas l'impression à ce moment-là d'être en démocratie. J'ai voté à droite, j'ai voté à gauche, je ne sais plus où je vais voter maintenant, mais vraiment, ça me gêne de ne pas avoir l'impression de pouvoir discuter, de donner mon avis de personne d'un certain âge, qui a vécu la politique et aime la politique, et qui se retrouve un petit peu diminuée. C'est comme si je n'avais pas les moyens de réfléchir intellectuellement à la situation dans laquelle nous nous trouvons. Les Gilets jaunes nous ont peut-être rendu service, je n'en sais rien, mais j'aimerais au moins avoir l'impression d'être dans un débat. Je ne le suis pas actuellement. J'ai écouté Monsieur Édouard Philippe hier soir, je l'ai admiré, il en a pris plein la figure, mais il a répondu. J'ai apprécié cela.

**Jean-Louis NÉE**

Il est premier ministre.

**Joëlle DUCASSE**

J'ai juste une question concrète à poser. Où en est le projet de la présentation des casiers judiciaires des députés lors de leur élection ?

**Jean-Louis NÉE**

Je pense que ça existe toujours. Il y a une enquête et une déclaration qui est faite sur leur patrimoine.

**Joëlle DUCASSE**

Non. C'est du concret. Je demande que lorsque je vote pour un représentant, il ait un casier judiciaire vierge, et non pas entaché de casseroles qui vont le suivre pendant toute sa vie.

**Jean-Louis NÉE**

Il y a une peine d'inéligibilité qui empêche effectivement les gens de se présenter. Mais pour des condamnations mineures, les gens peuvent quand même avoir une vie après. Malgré tout, il y a le droit à l'oubli. C'est tout ce que je souhaite au boxeur, notamment. Que cela ne le suive pas toute sa vie.

**Joëlle DUCASSE**

Si on fait référence à Monsieur Cahuzac, il vient d'échapper à la prison, on va lui mettre un bracelet électronique. Donc comment pouvons-nous, citoyens, avoir confiance dans ce type de personne ? Ce n'est pas possible.

**Jean-Louis NÉE**

J'entends bien ce que vous dites, il y a deux poids, deux mesures.

**Joëlle DUCASSE**

Je vais encore plus loin. L'inéligibilité devrait être à vie.

**De la salle**

Je suis sensible au travail. Nous parlons de la démocratie, et je me demande comment le gouvernement fait appliquer l'article cinq qui donne à chacun de nous, citoyens, le droit d'obtenir un emploi. Comment garantissez-vous ce droit ? Comment allez-vous faire, puisque dans le même temps, vous organisez la casse du service public, avec moins

120 000 fonctionnaires ? Après la loi Travail qui va précariser et par conséquent détruire tous les droits acquis de haute lutte par les salariés ? Comment allez-vous garantir ce droit en confisquant les cotisations sociales, mal nommées souvent charges patronales ? Effectivement, le MEDEF a très envie que cela soit des charges, mais pour nous, ce sont des cotisations qui nous garantissent un revenu en cas de maladie, lorsque nous serons vieux, ou privés d'emploi. Notre État a prévu de nous indemniser, et nous avons vu que vous avez voté en décembre une loi qui effectivement casse le cou à ces familles de feignants que décrit si bien Monsieur Macron, puisqu'il suffirait de traverser la rue pour trouver un emploi. Et donc ces feignants aujourd'hui, parce qu'ils ne sont pas allés au bon endroit au bon moment, ne voient pas leurs droits suspendus, mais supprimés. Cela signifie qu'ils auront cotisé, et parce qu'ils n'ont pas fait les choses en bonne et due forme... Il faut regarder Daniel Blake, le dernier Ken Loach, pour avoir une idée de ce qui se passe en Angleterre, et de ce que veut faire notre gouvernement. Effectivement, si le demandeur d'emploi qui n'est pas feignant, contrairement à ce qu'on voudrait bien nous faire croire, n'est pas connecté suffisamment de temps sur un site merveilleux qui va lui donner un boulot, il verra ses allocations supprimées.

Par conséquent, on va amener les gens, notamment par l'offre raisonnable d'emploi, à prendre des emplois en dessous du salaire qu'ils avaient auparavant. On va les contraindre à prendre des offres d'emploi sur des temps de travail de 20 heures, sur des rémunérations au SMIC, etc. Et là, les salariés feraient bien de s'inquiéter, parce que cela ne manquera pas de détériorer aussi leurs propres conditions de travail.

Dans un état dont je souhaite qu'il reste démocratique ou qu'il le redevienne, comment allons-nous faire vivre ce droit à l'emploi, sans même parler du droit au logement ? Parce qu'aujourd'hui, tous nos droits se délitent. Tout ce que mes parents ont pu acquérir est en train de partir avec la loi Travail. Vous n'avez pas écouté quand les gens sont descendus dans la rue pour la loi Travail. Vous n'avez pas écouté quand les gens sont descendus dans la rue pour les retraites, soi-disant à cause d'une dette, etc. Ce n'est pas vrai. De l'argent, il y en a. Arrêtez de faire croire aux gens qu'il n'y a pas d'argent. Un débat, effectivement, c'est quand on échange et que nous ne sommes pas d'accord. Et ce que vous faites là n'est vraiment pas démocratique.

### **Jean-Louis NÉE**

Je vous remercie pour cette intervention sur un thème qui n'est pas directement lié à celui que nous voulions traiter. Nous avons prévu de traiter les questions hors thématiques après, mais il n'y a pas de problème. Nous allons donc procéder ainsi, mais il ne faut pas qu'on ferme la parole aux sujets que nous avons envisagé de traiter. Si certaines personnes veulent revenir dessus, il n'y a pas de problème. Démocratie et citoyenneté sont des sujets très importants. Là, nous sommes plus sur le problème social de l'emploi qui est très important lui aussi bien sûr. C'est ce que vous avez rappelé dans le début de votre propos. Je voulais simplement nous ramener sur le sujet, et effectivement, de ce point de vue, le droit à l'emploi fait partie des droits de l'homme.

### **De la salle**

Pour rebondir sur ce qu'a dit Monsieur, je voulais quand même apporter une petite précision. Je suis peut-être méchante, mais je voudrais qu'on fasse la part des choses entre les maires et les élus au-dessus. J'ai été conseillère municipale. Nous sommes près des personnes. Je n'habite pas Angoulême ou Soyaux, ce n'est pas pour eux que je dis cela. Dans les petites communes, les maires sont proches de nous, nous pouvons leur parler. Dès qu'il y a un problème, en tant que conseillers municipaux, nous sommes appelés, nous sommes sollicités et nous sommes présents. Donc je pense qu'il y a un trop gros écart entre les maires et les élus au-dessus. Je voulais juste soulever ceci.

### **De la salle**

Je suis salariée, je voudrais renchérir. À mon avis, il y a une crise de confiance envers les politiques. Ce soir, vous avez mis le mot débat. Ce n'est pas le terme approprié, c'est plutôt une consultation. Nous avons l'impression d'être dans un jeu de questions-réponses.

Les questions sont posées par les citoyens, le peuple, et les réponses sont apportées par les politiques qui semblent détenir la seule vérité. Voilà comment je le ressens. Ce n'est pas un débat, c'est une consultation, et adienne que pourra de ce que nous aurons pu dire. Peut-être est-ce une stratégie pour faire en sorte que ces réunions soient des exutoires de la colère actuelle. Peut-être est-ce une façon de faire retomber la colère et de continuer dans sa petite bulle son train-train ronronnant. Pour moi, la démocratie, c'est entendre la voix du peuple. Il me semble que depuis trois mois, le peuple essaie de s'exprimer par les seuls moyens à sa disposition, à savoir être dans la rue.

Il y a quand même des révoltes, des expressions dans la rue depuis quelques années, depuis la loi Travail et bien avant déjà. On n'entend pas la voix du peuple. La goutte qui a fait déborder, qui a amené les Gilets jaunes dans la rue, c'est la taxe carbone. On entend aujourd'hui qu'on revient dessus. Comment voulez-vous qu'on fasse confiance aux élus ? Je ne trouve pas que la démocratie soit vraiment prise en compte.

### **Jean-Louis NÉE**

Avez-vous des propositions concrètes pour faire changer les choses ?

### **De la salle**

Les maires se sont-ils rendus auprès des Gilets jaunes ? J'ai entendu Monsieur Nebout mardi. Ces réunions semblaient être vraiment organisées sous la contrainte. Il a évoqué le fait que les bénéficiaires du RSA coûtaient vraiment cher. Je ne pense pas que ce soit une vocation d'être bénéficiaires du RSA. Ce n'est pas un plaisir d'avoir le RSA. Cela coûte un pognon de dingue, mais nous pouvons prendre aussi l'argent que coûtent les grands élus politiques. Il s'agit de plus de six milliards d'euros quand même, ce n'est pas une paille. Au niveau de la démocratie, c'est déjà entendre la voix du peuple qui s'exprime depuis plusieurs années dans la rue. La taxe carbone n'est pas appropriée. Il y a peut-être d'autres choses sur lesquelles réfléchir. On écoute ce que les citoyens ont à dire et on le prend vraiment en compte. En ce qui concerne le droit du travail, la dame a tout à fait raison, cela fait partie du sujet.

### **Jean-Louis NÉE**

Tout à fait. Je bats ma coulpe, pas de problème là-dessus.

### **Louis-Camille PAULIN**

Je suis retraité. En soutien à ce qu'avait dit Monsieur concernant l'inéligibilité, je rappelle simplement un exemple actuel. Monsieur Juppé a été condamné pour emplois fictifs, il entre au Conseil constitutionnel. C'est quand même extraordinaire !

### **De la salle**

Je suis enseignante, j'ai quelques questions à vous poser, puisque c'est un débat entre nous. Je ne sais pas ce que veut dire le peuple. Quand on dit les élus et le peuple, pour moi, les élus font partie du peuple. Ils vont certes gouverner, c'est une notion que l'on n'apprécie pas vraiment. J'ai franchement besoin d'aide. Dans de nombreux secteurs, on est incapable de prendre des décisions. Je n'ai pas de connaissances économiques, je vais lire les journaux, écouter la radio, m'entretenir avec des gens qui ont des connaissances, mais je n'ai pas les connaissances appropriées. Même si je ne suis pas d'accord sur tous les points avec mon ministre de l'Éducation nationale, j'estime qu'il y a des gens qui travaillent avec lui. J'ai eu l'occasion d'exprimer mes désaccords, mais on peut essayer de faire confiance à certaines personnes. Il y a des compétences que nous n'avons pas, et la notion de peuple me fait peur. Parce que le peuple avec un grand P, comme on peut le voir sur certaines petites brochures, certains tracts qu'on nous donne, définissez-le moi. Est-ce une question de classes sociales ? On pense au petit peuple, qu'est-ce que le petit peuple ? On a l'impression qu'on a des privilégiés. Il y a des privilégiés au sein même de nos entreprises. Je me pose beaucoup de questions sur tous ces sujets justement dans le débat. J'aimerais que vous les abordiez.

Temps numéro deux, la démocratie. Certains d'entre vous pensent que nous ne sommes pas en démocratie. Je pense qu'on est en démocratie, parce qu'on est là, qu'on a le droit de parler, d'échanger, et qu'il y a des tas de pays où la démocratie n'existe pas. Vous parliez de Poutine, de Cuba. Allez y faire un tour, vivez-y, et après, vous verrez si vous avez le droit de vous exprimer, même sur les ronds-points. Je n'y suis pas allée particulièrement, mais oui, vous avez le droit d'y être.

### **Jean-Louis NÉE**

Merci Madame. En tout cas, cela montre une chose, c'est que le peuple est très divers. Tant mieux. Si on était tous les mêmes, ça serait triste.

### **Véronique**

Je m'appelle Véronique, je suis une simple ouvrière, et je n'ai pas l'habitude de parler comme ça. Parfois, je ne comprends pas les choses que disent les gens. Mais je suis Gilet jaune depuis le début. Les Gilets jaunes sont un mouvement qui en avait assez des taxes. J'ai été dans le mouvement, nous étions tous des gens très bien, calmes, qui parlions ensemble. Je condamne toute la violence de ce qui s'est passé.

En tant que simple ouvrière, je ne vais pas trop sur les réseaux sociaux. Je me demande si Internet n'est pas fait pour nous endormir. Je suis très calme sur ce point de vue. Nous sommes en République, mais avant tout, nous sommes un ensemble d'individualités. Les Gilets jaunes ont formé des groupes, ce qui s'est très bien passé. Comme je le dis, les gens sont individuels de bas en haut de l'échelle. C'est ce qui nous a perdus depuis 40 ans. Dans les années 60, tout le monde s'entendait. Le petit patron avait ses ouvriers à qui il donnait de l'argent. Maintenant ce sont les grandes multinationales.

Nous ne pouvons pas revenir en arrière, mais ce que je demande surtout, c'est que quand on voit un député, qui est maire ou autre, dans un hémicycle vide, et qu'on promulgue des lois avec 40 personnes qui votent, non ! Ils devraient tous appuyer sur leur bouton. Ce n'est pas un député qui devrait appuyer sur dix boutons. Et il y a les privilèges, les voitures, etc. Madame Marquel a son appartement, sa voiture. Pourquoi, Messieurs les députés, avez-vous tous des appartements à Paris, tous ces avantages ?

On peut aussi dire cela de certains ouvriers, il y a des avantages partout, mais les avantages des ouvriers ne sont pas de 6 000 ou 7 000 euros. À un moment donné, il ne faut pas qu'on soit individuel, il ne faut pas qu'on se regarde dans la glace. Il faut qu'on regarde les copains d'à côté. Le mouvement des Gilets jaunes, c'est pour faire manger les gens, faire travailler les gens. Les gens ont besoin d'un peu de loisirs, et en France, on a plus de trois millions de chômeurs, plus dix millions de gens qui vivent mal. Avant de se dire dans la glace : « Ça y est, j'ai réussi », il faut plutôt se dire : « Tendons la main aux autres. »

Cette ambiance ici, je ne ressens pas qu'elle vienne des Gilets jaunes. Vous n'êtes peut-être pas Gilets jaunes, mais je suis venue ici pour vous dire qu'il y a un grand mal en France. Essayons de nous comprendre. Il faut abolir les privilèges, il faut faire payer les grandes entreprises. Mais il faut aussi nous regarder, nous, les ouvriers, comme les patrons. Il faut qu'on travaille main dans la main et là, c'est complètement le contraire.

Je voyais encore aujourd'hui que 90 % des jeunes ouvriers qui embauchent sont en CDD. Et là, on veut faire une loi. Le MEDEF casse cette loi, parce qu'ils ont besoin de ces CDD. Ils ont besoin de manipuler les jeunes. Je sais qu'il y en a dans ma famille. Il faut ouvrir le robinet des CDI, mais pas des CDI à trois ou quatre ans comme ils ont fait. Des CDI complets !

La rupture conventionnelle fait également du mal partout, parce qu'on ne sait plus qui part bien et qui part mal. Tout est à remettre en place. Alors essayez d'ouvrir les portes aux ouvriers, aux cadres, aux grosses et aux petites entreprises, aux maires, etc., et arrêtez de cumuler ! Le cumul ne sert à rien. Nous voyons un hémicycle vide les trois quarts du temps. Je vous le dis, là, on ne se comprend plus. Ils dorment dans un appartement pas loin, on le sait.

**Jean-Louis NÉE**

Merci Madame, d'avoir rappelé l'importance de sortir de l'individualisme et d'être ensemble. Et c'est ce que nous montrent les Gilets jaunes.

**De la salle**

Je voulais faire une petite parenthèse sur la démocratie. En 1789, Emmanuel-Joseph Sieyès, un grand penseur de la Révolution, a dit que l'État français était un État représentatif, et qu'il ne fallait surtout pas donner au peuple la puissance de voter ces lois, sinon la France deviendrait un État démocratique, ce qu'elle ne saurait être.

Je souhaite faire une petite parenthèse également sur le RIC et sur la propagande gouvernementale et médiatique actuelle. Édouard Philippe en a d'ailleurs parlé il n'y a pas si longtemps que cela, en disant que si le RIC avait été installé en France, on n'aurait peut-être pas eu l'abolition de la peine de mort. Je voudrais quand même rappeler à notre cher gouvernement de regarder juste à côté, en Suisse. La peine de mort y a été abolie 43 ans avant les Français, et ce grâce au référendum. Après, on parle du mariage pour tous, de l'IVG. S'agissant du mariage pour tous, je vous rappelle quand même qu'en 2015 par voie référendaire, l'Irlande qui est un pays où le pouvoir catholique est très présent, grâce au référendum, a voté le mariage pour tous. Pour l'IVG également, il y a eu débat.

**Jean-Louis NÉE**

Nous avons une Britannique qui va peut-être nous donner la vérité historique. Dites-nous.

**De la salle**

Nous pouvons parler de l'Irlande. Allez-y, Monsieur.

**De la salle**

Je l'ai lu dans Libération.

**De la salle**

Je suis irlandaise de naissance. Je peux vous dire que l'Irlande n'est pas un pays de grande liberté en ce qui concerne les femmes, ni pour l'avortement ni pour d'autres sujets sur lesquels il y aurait beaucoup à dire. J'adore mon pays d'origine, mais là, non, vous vous trompez.

**De la salle**

Je ne dis pas qu'ils sont très libéraux. Je parle juste du mariage pour tous et de l'IVG.

**De la salle**

La mainmise de l'Eglise catholique sur le peuple a duré jusqu'à très récemment. J'y étais il n'y a pas longtemps.

**De la salle**

Ont-ils voté ? Ont-ils organisé un référendum sur l'IVG ?

**De la salle**

Oui, ils ont organisé un référendum sur l'IVG, mais avec quel retard par rapport à la France.

**De la salle**

Ce n'est pas ce que je voulais dire. Malgré l'état de l'Irlande et la présence de l'église, avec le référendum, ils ont quand même fait passer l'IVG.

**De la salle**

Tout à fait, mais ils ont mis le temps pour y arriver.

**De la salle**

Ils ont peut-être mis le temps, mais nous sommes très loin. En 2019, nous n'y sommes pas.

**De la salle**

Si vous voulez, on peut faire le référendum en France sur des choses bien plus importantes. Je suis pour le référendum, mais vous ne pouvez pas donner le référendum irlandais comme exemple de liberté.

**De la salle**

Ce que je voulais dire, c'est qu'ils sont peut-être très en retard, mais par rapport à eux, nous sommes encore plus en retard. Nous n'y sommes même pas.

**Jean-Louis NÉE**

Si j'ai bien compris ce que vous vouliez dire, le référendum a permis des choses. On peut vous donner ce crédit.

**De la salle**

Il a permis à des choses énormes, et ce même en Irlande qui est un pays assez fermé, alors que nous ne sommes même pas dedans.

**Jean-Louis NÉE**

Même si, comme dit Madame, ils sont en retard, et que peut être la condition de la femme n'est pas très avancée en Irlande.

**De la salle**

C'était pour répondre à la dame de l'Éducation nationale. Vous dites qu'ils font des bonnes lois, que vous êtes pour eux. Mais mon fils passe en première l'année prochaine et il va faire des maths s'il choisit une option. Pour moi, les maths ne doivent pas être une option. Je ne trouve donc pas qu'ils aient de bonnes idées.

**De la salle**

Nous n'allons pas parler de la réforme du lycée, c'est hors sujet. Je voulais simplement poser la question. Quand on dit le pouvoir au peuple avec un grand P, je veux bien que vous me guidiez, parce que je dois dire que j'ai quelques appréhensions. Je sais que j'ai besoin qu'il y ait des gens au-dessus, parce qu'ils ont les connaissances et les compétences, qu'ils prennent des décisions que je peux approuver ou non, nous sommes bien d'accord. Mais au départ, on a voté, la majorité des gens ont voté pour un programme qui se met en place, un point c'est tout, qu'on soit d'accord ou non.

**De la salle**

C'est votre avis. Je ne vais pas aller là-dessus.

**De la salle**

Je ne suis pas une pro réforme du lycée.

**De la salle**

Mais enfin, quand nous voyons qu'en France, les maths vont être une option, pour moi c'est ahurissant. Justement, cela me permet de rebondir. Je pense que les thèmes des débats n'ont pas été bien choisis, et qu'on aurait pu nous les demander. Les thèmes qu'il



aurait fallu voir, c'est l'éducation pour nos enfants, l'avenir de nos enfants, le travail, la revalorisation du travail, tout ce qui est hôpitaux, les infirmières qui sont avec nous. Je suis Gilet jaune, mais je ne fais pas tout ça que pour ma tête. C'est pour l'éducation, les hôpitaux, les infirmières. Nous aurions pu faire aussi un débat sur la TVA, les taxes, et un débat sur le handicap, qui pour moi va avec l'éducation. C'était des thèmes qu'il fallait aborder tout de suite. Tout comme celui des retraités.

### **Jean-Louis NÉE**

Vous m'offrez une très bonne transition. Nous avons dit que nous allions peut-être nous accorder une petite pause. Cela fait un peu plus d'une heure. Je vous propose donc une petite pause de cinq ou dix minutes si vous êtes d'accord. Si vous voulez qu'on embraye tout de suite, c'est possible aussi. Vous avez remarqué que nous ne sommes pas passés par les 34 questions. Nous sommes juste restés sur des grandes thématiques. Dans la seconde partie, nous allons donc pouvoir parler effectivement d'éducation, de handicap et des différents thèmes que vous souhaitez aborder. Ce qui n'empêche pas que si des gens ont encore des choses à dire sur la démocratie et la citoyenneté, ou sur le fonctionnement des pouvoirs publics, nous pourrions y revenir. Monsieur, vous vouliez dire quelque chose avant la pause ?

### **De la salle**

Oui, je voulais dire à la dame de l'Éducation nationale qu'il ne faut pas avoir peur du peuple. C'est le quatrième grand débat auquel je participe, et quand je vois l'intelligence collective que nous avons tous ensemble, je pense que nous sommes beaucoup plus puissants que la petite minorité qui tient le pouvoir. Il ne faut pas avoir peur du peuple, au contraire, il faut mettre en avant.

### **Jean-Louis NÉE**

Oui, mais le peuple n'est pas toujours d'accord, vous le voyez bien. L'idée est de trouver un consensus. Y a-t-il un consensus pour souffler deux minutes ? Oui ? Merci. On s'arrête donc deux petites minutes et on reprend. Vous pouvez vous dégourdir les jambes.

*Le débat est suspendu de 19 heures 15 à 19 heures 30.*

## **Organisation de l'Etat et services publics**

---

### **Jean-Louis NÉE**

J'espère que tout le monde s'est bien dégourdi les jambes. Il est très exactement 19 heures 30, nous allons essayer d'épuiser toutes les questions, nous pouvons nous fixer comme objectif de faire encore trois quarts d'heure, une heure maximum. S'il le faut, on fera plus, il n'y a pas de souci. Sur le deuxième thème qui était donc l'organisation de l'Etat et des services publics, certains ont-ils des choses à dire, ont-ils préparé des interventions ou voudraient dire quelque chose sur tout autre sujet, comme le handicap, la santé, l'éducation, dont parlait Madame derrière moi tout à l'heure ?

### **De la salle**

Je souhaite rebondir sur les derniers échanges. On a parlé de minorité de nantis, d'élus qui s'en mettent plein les poches, etc. Qui a élu ces gens-là ? S'il y avait moins d'abstention aux élections, s'il y avait une mobilisation plus importante de l'ensemble de ce qu'on peut appeler peuple, je préfère dire des citoyens, la démocratie serait peut-être davantage représentative. Nous sommes donc tous responsables des gens que nous avons élus, que nous ayons voté ou non pour eux.

Par contre, ils ne sont pas élus à vie. S'ils ne nous satisfont pas, rien n'empêche de voter pour d'autres aux prochaines élections. Mais je pense que globalement, les élus ne sont pas des nantis. Avoir des élus est indispensable dans une démocratie représentative bien pensée. Et il y a beaucoup de progrès à faire pour qu'elle soit véritablement représentative. Mobilisons-nous donc, Gilets jaunes ou pas, pour faire en sorte que nos représentants soient bien les nôtres, ceux pour qui nous votons, il ne faut pas uniquement du vote blanc. On peut aussi présenter des personnes qui ont des programmes. Faisons en sorte que là encore, les programmes des élus et de ceux qui ont été retenus, soient mis en application et qu'ils puissent être également critiqués, voire contestés et réévalués. C'est comme cela que nous aurons une véritable démocratie.

Notre démocratie est améliorable, c'est évident. Et ce qui se passe actuellement le prouve, mais ne parlons pas de dictature. La dictature c'est « Ferme ta gueule », la démocratie c'est « Cause toujours ». Améliorons la démocratie pour que cela ne soit pas du « Cause toujours », mais pour qu'elle soit véritable.

Il y a peut-être une responsabilité des élus, mais il y a une responsabilité de chacun d'entre nous, en tant que citoyens, dans tous les événements de la vie. Ne soyons donc pas indifférents quand nous voyons des incivilités. Ce ne sont pas uniquement les élus qui peuvent les gérer. Si nous ne voulons pas tomber dans une répression idiote, il faut que, face à de petites incivilités, chacun d'entre nous puisse mettre des mots, parler, montrer son désaccord. Je pense qu'il y aura peut-être moins de lieux où ne vivra pas la République, si chaque jour, petit à petit, au niveau écologique, social, nous ne sommes pas indifférents à l'autre et nous fabriquons du lien. Je pense que là réside peut-être une vertu du mouvement des Gilets jaunes, celle de montrer qu'il faut qu'il y ait du sens, qu'il faut que les gens se parlent entre eux et se respectent également.

### **Jean-Louis NÉE**

Merci beaucoup, Monsieur. Être citoyen, y compris entre les élections, et ce dans tous les sens du terme.

### **De la salle**

Ce qui m'interroge ici, c'est l'absence de jeunes. Comment cela se fait-il ? J'ai emmené ma fille. Elle m'a dit qu'elle ne le savait pas, et je vois qu'il n'y en a aucun. Cela me pose problème. J'ai essayé de convaincre mon fils. « Tu sais, maman, avec toutes les histoires qu'on voit, un tel qui a piqué, l'autre qui est dans une mauvaise affaire, l'autre avec ses passeports, c'est tout pourri. » Comment voulez-vous lui parler ? Je lui dis que ça fait 30 ans, 40 ans qu'on subit tout ça. Du temps de Giscard d'Estaing, de François Mitterrand, de Jacques Chirac, de Sarkozy, de Hollande. Et là on continue. On devait avoir un gouvernement propre. J'ai voté pour Monsieur Macron parce que je ne voulais pas voter pour le FN. Je n'avais pas voté pour ça, mais je me disais qu'il était jeune. Mais il n'emmène pas les jeunes avec lui. Je croyais qu'il allait faire revivre la France. Alors avant de dire qu'il faut convaincre, il faut d'abord convaincre nos jeunes de moins de 30 ans de participer.

Les anciens sont là, nous avons un peu remis en en avant les retraités avec tous ces Gilets jaunes, et j'en suis contente, parce que certains dormaient un peu, et ça a permis de les faire parler, mais pour moi, ce sont les jeunes qui feront que notre vie plus tard va s'améliorer. Et il faut aller les chercher. Il faut leur faire voir que nous sommes présents et qu'on a un gouvernement dans lequel tout le monde est propre. Tous les quatre matins, on entend parler d'injustice. Ce n'est pas bon. Je veux bien écouter ce que vous dites, mais il faut commencer par quelque chose. Il faut organiser une table ronde sur ce sujet.

### **Jean-Louis NÉE**

Merci. Les jeunes reposent le problème de l'éducation.



### **De la salle**

J'ai déjà parlé tout à l'heure. Simplement, je rejoins ce que dit cette personne en ce qui concerne la jeunesse. Par contre, je mettrai un bémol, parce que je pense que la jeunesse commence à prendre conscience. Il n'y a qu'à voir ce qui se passe en Belgique et dans d'autres pays voisins par rapport aux problèmes de l'écologie et du réchauffement climatique.

Cela va commencer à prendre en France. Dans les pays voisins, en Belgique, les lycéens font la grève de l'école tous les vendredis, en se demandant pourquoi aller à l'école puisqu'ils n'ont pas d'avenir et que leurs représentants élus ne prennent pas en compte les problèmes climatiques. Cela signifie qu'il y a quand même une prise de conscience de la jeunesse, même si effectivement, en France, pour l'instant, ce n'est pas encore tout à fait le cas.

Mais je rappelle quand même que plus de deux millions de citoyens ont signé pour l'Affaire du siècle, dont beaucoup de jeunes, je pense. Je rappelle cette pétition qui met en cause l'État français pour inaction contre le climat, et qui a dépassé les deux millions de signatures. Il n'y a pas que des retraités ou des Gilets jaunes, il y a beaucoup de jeunes. Dans les marches pour le climat, il y a quand même beaucoup de monde, et également de la jeunesse. Donc je crois qu'il faut avoir bon espoir par rapport à cela, même si effectivement, et là, je vais rebondir sur ce que disait Madame tout à l'heure, c'est effectivement lié à un problème d'éducation.

### **De la salle**

Je n'ai pas encore pris la parole, j'écoutais. Lorsqu'on parle d'éducation, je m'aperçois qu'on a toujours tendance à faire porter la faute aux enseignants, à dire qu'il faut absolument apprendre le système des valeurs, l'instruction civique, et beaucoup d'autres choses. J'étais enseignante. Les enseignants font ce qu'ils peuvent, et je crois qu'ils font un travail remarquable. Ceci dit, il y a un problème beaucoup plus grave qui touche l'éducation. Nous ne sommes pas au même niveau que les autres pays européens. Les journées scolaires sont beaucoup trop longues en France. Il est absurde de faire entrer tout un programme en quatre jours de classe et d'avoir des vacances aussi longues. Le vrai problème de l'Éducation nationale devrait être d'avoir des classes allégées avec un seul enseignant, mais beaucoup plus longtemps, avec des journées plus courtes, pour que les enfants se sentent dans un climat de sécurité et d'échange permanent, où toutes les valeurs du système éducatif et de toute la société passeraient par cet enseignant qui n'aurait pas plus de 18 enfants dans sa classe. Pas plus, parce qu'au-delà, 20, 25 ou 30, comme on peut le voir, c'est impossible. Cela devient de la garderie, et ne suivent que ceux qui peuvent suivre.

L'enseignant ne fait travailler que ceux qui sont moyens, ceux qui sont au-dessus du panier, qui ont la chance d'être issus d'un milieu socioculturel un peu plus favorisé vont s'en sortir. Ceux qui sont vraiment tout en bas auront beaucoup de mal à s'en sortir. En fait, l'enseignant ne peut travailler qu'avec un petit groupe médian, et on en revient toujours à cette fourchette de 15 à 20 élèves.

Je reviens encore à cette idée de raccourcir les vacances et de raccourcir la journée, pour que l'enfant ait plus de temps pour se défouler l'après-midi, faire du sport. C'est grâce au sport que la citoyenneté passera, j'en suis persuadée. Dans tous les pays d'Europe, l'Allemagne, la Scandinavie, l'Angleterre, les journées sont plus courtes et les vacances également. Ici, c'est une absurdité, ça ne fait plaisir qu'aux parents que les enfants travaillent quatre jours par semaine. Je n'ai rien à reprocher au ministre de l'Éducation actuel, je ne peux que le féliciter, lui qui essaie de réformer le dinosaure, comme dit mon ami. Et c'est vrai que le ministère de l'Éducation nationale, c'est quelque chose à faire bouger !

### **Jean-Louis NÉE**

C'était le mammoth.

**De la salle**

Ces histoires de bac qui envoient tous ces lycéens dans la rue, je crois que c'est une bonne chose. Il faut forcément réformer, parce que tous ces lycéens se retrouvent en université, mais il y a un gros problème d'argent vraisemblablement. On ne peut pas recevoir tout le monde, alors que maintenant, tout le monde a le baccalauréat. Quelle valeur peut-on donner à ce bac ? Il faut vraiment faire des réformes à ce niveau-là.

**Jean-Louis NÉE**

Ce n'est pas seulement un problème d'argent, mais il est vrai que ces jeunes perdent leur temps pendant une ou deux années à l'université.

**De la salle**

Je prends la parole pour rectifier quelque chose. Je me suis sans doute mal exprimé. Je ne veux pas dire que la France est une dictature. Je veux dire qu'avec Macron, on se dirige vers un régime autoritaire. Il peut se permettre de proposer des lois, il sait très bien que sa majorité les votera toutes les yeux fermés, un point c'est tout. Je sais ce qu'il se passe à Cuba ou en Turquie, nous n'en sommes heureusement pas là. Je referme la parenthèse.

Je voulais dire que la Cinquième République est à bout de souffle. Je propose donc une grande réforme institutionnelle. Premièrement, je propose des élections à mi-mandat, comme aux Etats-Unis, qui permettraient au peuple d'exprimer son opinion. Si nous ne sommes pas contents du travail des députés, nous ne votons plus pour eux. Cela permettrait de rectifier les choses.

Deuxièmement, je demande à ce que l'on comptabilise les votes blancs et nuls. Je prends l'exemple de Macron qui a été élu avec 40 % des voix, mais avec 60 % d'abstention. C'est pour cela qu'il ne représente pas du tout le peuple, et c'est ce qui explique le mouvement des Gilets jaunes. Il se croit autorisé de faire n'importe quoi. Le résultat est que le peuple ne peut répondre que par des mouvements plus ou moins violents dans la rue.

Je demande également qu'il y ait moins de députés et de sénateurs. Il y en a beaucoup trop en France. Comparons avec les Etats-Unis qui ont cinq fois plus d'habitants et deux fois moins d'élus. Je peux vous donner les chiffres si vous voulez.

**Jean-Louis NÉE**

C'est un pays fédéral ou dans chaque État, il y a aussi des élus quand même.

**De la salle**

En France, il y a 577 députés et 348 sénateurs, soit 925 élus. Même en Allemagne, il y en a moins. Ce n'est pas de la démocratie ça. Cela fait partie des institutions. Je dis que la Cinquième République est à bout de souffle, qu'il y a beaucoup de réformes à faire, et que les élections ne représentent pas la voix du peuple.

Je voudrais évoquer également le train de vie des élus, et en particulier celui des sénateurs. Mon camarade dit que ne sont pas des nantis. Les sénateurs sont vraiment des nantis. Par exemple, ils ont une garantie obsèques de 36 000 euros.

**Jean-Louis NÉE**

Nous n'allons pas leur souhaiter de mourir !

**De la salle**

Ce n'est qu'un exemple. Et s'il y a un reliquat, celui-ci est versé au conjoint ou au successeur. Ils ont une retraite extrêmement confortable. On pourra approfondir le sujet, mais il y aurait beaucoup de choses à dire.

**Didier WOLFF**

Je voulais dire au Monsieur, concernant le pourcentage d'abstention, que la responsabilité n'est pas du côté des élus, mais du côté du citoyen. Je suis pour une obligation légale du droit de vote, que chacun puisse s'exprimer. Parce que parmi tous ces gens qui contestent, combien sont allés voter ? Ne ramenez pas tout à votre cas, Madame ! Je parle en général. L'absentéisme, ce sont les citoyens qui en sont déjà les premiers responsables. Ils ont cette opportunité, pourquoi ne la saisissent-ils pas ?

**Jean-Louis NÉE**

Nous allons espérer que le mouvement actuel va redonner le goût de la démocratie et du débat, et donc que les gens voteront plus.

**De la salle**

Cela changerait complètement la face des élections. Et les partis minoritaires et contestataires ne monteraient pas comme actuellement.

**De la salle**

Je souhaite rebondir sur l'éducation. Madame dit que pour elle, c'est un bon ministre de l'Éducation. Je constate qu'on va réduire les classes labo d'anglais, que par conséquent les élèves ne seront plus en demi-groupes pour travailler en labo. Pareil en sciences physiques. Or toute classe de plus de 20 élèves n'a pas le droit de faire les travaux pratiques. Là, ils seront à 35, donc plus de travaux pratiques. A part cela, vous trouvez qu'on a un bon ministre ? Excusez-moi, mais je ne le pense pas ! De même pour les maths, mon fils est en Sciences, et les maths deviendront une option l'année prochaine.

Je suis d'accord avec vous pour l'école, mais pourquoi rejetez-vous la faute sur les parents ? Savez-vous ce que c'est que de mettre un enfant à garder ? Mes enfants sont grands, mais je ne crois pas que ce sont les parents qui ont demandé la semaine de quatre jours. Je pense que ce sont plus les instituteurs. Faites garder un enfant quand vous travaillez, vous verrez combien ça coûte. Et là, je ne pense pas que ce sont les parents qui ont choisi.

**De la salle**

Je voulais répondre, parce que c'est vrai que je suis un peu le seul jeune. Je vois une jeune fille là-bas, mais je fais partie des rares jeunes ici. Je suis moi-même déçu qu'il n'y ait pas de jeunes dans les débats, mais en même temps, je ne suis pas vraiment étonné. J'ai 24 ans, j'ai quitté le lycée il y a six ans. Déjà, quand j'étais au lycée, on avait des cours, en général les cours de français, qui servaient de débats sur l'actualité. Et quand on voyait ce qui se passait en termes de politique, on en débattait beaucoup, et on en était presque dégoûtés. C'est ce qui nous a donné envie de ne pas participer aux élections. Je vais revenir sur les l'abstention. Si les gens ne votent plus, ce n'est pas parce qu'ils n'en ont rien à faire. C'est parce qu'ils ne se sentent pas représentés par les gens qui se présentent. Oui, ils pourraient aller voter blanc, mais pour eux, c'est un peu la même idée. Le fait de ne pas aller voter, c'est dire que ces personnes-là ne les représentent pas, qu'elles ne sont pas forcément légitimes. Pourquoi aller voter ?

**De la salle**

Vous dites que c'est la faute des parents, mais les vacances, ce ne sont pas les parents. Ce sont les lobbyistes. C'est ceux qui veulent qu'on aille à la neige, à la mer. Alors on ne peut pas dire que ce sont les parents. Je suis simple ouvrière, mais je sais que derrière chaque député, il y en a un paquet. Et il faudrait que tout cela soit clair et net. On organise l'éparpillement des vacances pour que les gens aillent à la neige et que les stations marchent bien. Au printemps, c'est pour qu'on aille sur le bord de mer. Mais ce n'est pas de la faute des parents. C'est l'État qui décide des dates des vacances.

**Jean-Louis NÉE**

Madame, vous avez suscité le débat, bravo !

**De la salle**

Je souscris tout fait à l'intervention du monsieur à côté. Justifier l'abstentionnisme me semble difficile. Combien y avait-il de candidats aux dernières élections présidentielles ? On ne sait même plus. Douze ? Quinze ? Cela représentait quand même un certain choix. Et qui a empêché un groupe de pouvoir constituer une quatorzième, une quinzième ou une seizième liste ?

**Jean-Louis NÉE**

Il fallait quand même les parrainages.

**De la salle**

Il faut que les groupes soient représentatifs. Faisons donc en sorte qu'entre les différentes opinions, il y ait mobilisation. Si on croit à une cause, on se mobilise, on prend ses responsabilités, on désigne des représentants, et on se bat avec les autres pour avoir des sièges dans les différentes instances, à quelque niveau que ce soit, au niveau syndical, au niveau communal, et au niveau de l'État.

Il ne faut pas non plus être uniquement dans la plainte et il faut que chacun puisse se mobiliser et se responsabiliser. Chaque citoyen a des droits, mais chaque citoyen a des devoirs également. Et c'est le rapport de tension entre les deux qui fera sens, qui fera citoyenneté, et qui nous permettra de vivre ensemble dans une démocratie qu'on s'appropriera et dont nous serons tous fiers. Je ne voudrais pas que l'on soit uniquement dans la plainte. Il faut se bouger, mais dans le bon sens du terme. Rien n'est acquis.

**Jean-Louis NÉE**

Se prendre en charge, donc. Nous avons très peu parlé de l'organisation de l'État et des services publics, si des gens ont des idées ou des choses à dire par exemple effectivement sur le « millefeuille », les mairies, les communautés de communes, les pays, les départements, etc., c'est peut-être le moment si nous voulons traiter ce sujet.

**De la salle**

Je veux juste terminer en répondant à Monsieur. Je ne suis pas vraiment dans la plainte, c'est mon avis personnel. Je suis pour le vote obligatoire. Pour des raisons personnelles. Je n'ai pas pu voter par procuration, parce que personne n'était présent dans ma commune, alors que je travaillais en saison. C'est la raison pour laquelle je n'ai pas pu voter pour les présidentielles.

Vous dites qu'il y a 14 candidats, mais finalement, on se rend bien compte que ce sont tout le temps les mêmes visages, et qu'ils ne nous représentent pas spécialement. On peut très bien proposer 600 ou 1 000 personnes. Si on voit que ce sont toujours les mêmes qui se mangent entre eux, qui se livrent à une guéguerre, on ne se sent pas représenté. Peut-être qu'un jour, on aura la bonne personne. J'espère. Qui sait ? Peut-être que Monsieur le Député sera un jour Président ? C'est tout ce que je lui souhaite.

**Jean-Louis NÉE**

C'est tout le mal qu'on lui souhaite. En tout cas, il y a au moins deux personnes dans la salle qui sont d'accord pour le vote obligatoire.

**De la salle**

Simplement un rappel de la citoyenneté complètement anéantie avec le refus de prendre en compte le résultat du référendum sur le traité de Lisbonne. À quoi cela sert-il ?

**De la salle**

J'étais employé de bureau. On parle beaucoup du numérique, mais on ne parle pas de l'autre économie. Par exemple, on nous demande de former des apprentis. Vous allez les former, mais cela coûte horriblement cher. Un patron n'a plus le temps de les former. Il faut qu'il gagne sa vie pour le RSI, l'URSSAF, etc., il faut payer le jeune suivant l'âge. Et après, où allez-vous mettre votre apprenti quand il va être reçu ? Il n'y a plus d'économie, il n'y a plus d'usine, et presque plus d'artisans. Nous n'allons pas vivre que du numérique. Ce n'est pas le numérique qui va vous réparer votre baignoire ou tout un tas d'autres choses. Comment fait-on ? Le gouvernement a-t-il pensé à remettre des industries dans ce pays ? On fait tout pour casser. On casse GM&S, mais il y en a beaucoup d'autres. On est en train de brûler des rouleaux de papier de carte grise, parce que l'usine va fermer, alors que je crois qu'elle est presque la seule dans le monde, comme pour les permis, les passeports et autres. Si ça continue, d'ici deux mois, on aura même plus le papier, toujours à cause du numérique. Trouvez-vous normal qu'on ne puisse pas faire de cartes grises ? Tout dysfonctionne. Je connais des personnes qui ne sont même pas à jour de leur carte grise. Il aurait fallu s'y prendre plus tôt pour apprendre le numérique aux gens.

**Jean-Louis NÉE**

C'est vrai que ça crée de la complexité, vous avez raison.

**De la salle**

Que va-t-on faire dans ce pays ? Que vont faire les jeunes s'ils n'ont plus de travail ? Je connais un monsieur qui travaillait à la papeterie de Veuze. Elle a fermé. Savez-vous où il va travailler ? À Océdaré tous les matins. Il faut avoir la bonne voiture, et la voiture ne va pas durer dix ans. Il a deux enfants qui sont scolarisés là, il ne peut pas courir ailleurs. C'est facile de dire : « Prenez votre voiture, faites 50 ou 70 kilomètres. » Mais ça, personne ne le voit. Là-haut, ils sont dans leur truc doré.

Une autre chose dans le même ordre d'idée. J'ai eu plusieurs employeurs, mais aucun ne m'a payé jusqu'à la retraite. Comment concevez-vous qu'un Président de la République soit payé à vie, avec tout ce qui va avec, les secrétaires, les voitures, etc. ? Ne pouvons-nous pas arrêter tout ça ? Cela rapporterait de l'argent à l'État. Au lieu de prendre 30 euros aux retraités avec la CSG. Quand on va aller en maison de retraite, s'il n'y a pas assez de sous, qui va nous en donner ? Je veux bien qu'on paie pour la transition écologique. Mais quand vous pensez que le cabillaud va se faire effiler en Chine pour nous revenir congelé, avec les trajets d'avion, où est l'écologie ? L'autre jour, sur le journal, c'était les pommes de terre qui sont envoyées en Chine pour être mises en chips. Comment nous reviennent-elles ? Combien ça coûte, tout ça ? Et eux, payent-ils les avions ? On en voit des dizaines qui se suivent, pendant qu'on nous taxe sur la voiture. Il faut arrêter ! Ils sont réellement à côté de la plaque !

**De la salle**

Pour vous répondre sur l'usine à papier, ce n'est pas qu'une usine, ce sont trois usines. Et ce n'est pas la plus grosse. La plus grosse est à Bessé-sur-Bray, c'est 600 personnes. C'est le groupe Arjowiggins. Je peux vous dire dans la Sarthe, ce sont deux usines importantes qui vont fermer, sauf s'il y a un repreneur. S'agissant du papier, Madame, vous n'avez plus de factures, vous n'avez plus rien, vous faites vos impôts sur Internet. Il faut savoir ce qu'on veut. C'est là, c'est simple. Vous avez la solution. On n'utilise plus de papier Madame, on envoie tout par Internet. Les usines ne peuvent pas tourner pour faire du papier.

**De la salle**

Je voulais juste parler de l'apprentissage, parce qu'on a commencé là-dessus. J'ai travaillé au CIFOP, désormais le CCI Formation. J'ai travaillé 30 ans dans l'apprentissage. Cela fait 40 ans que j'entends parler des réformes de l'apprentissage. Je crois qu'il y a quand même du travail. Il y a beaucoup de choses à redire là-dedans. Je vais aller dans le sens du ministre de l'Éducation, je suis pour une réforme de l'éducation et de la formation

supérieure. En ce qui concerne l'apprentissage il faudrait quand même mettre des obligations du côté des patrons. Pendant 30 ans, j'ai vu des apprentis de tous niveaux, du CAP au Master. Ils les prenaient pendant deux ans, puis, parce qu'il y avait des avantages assez intéressants financièrement, ils jetaient l'apprenti et ils en prenaient un autre tout de suite après. Et j'ai toujours trouvé cela choquant, parce que j'avais des élèves franchement méritants, qui auraient pu faire une carrière, et qui ont été obligés de rechercher un autre patron derrière.

Je pense que le MEDEF a sa part de responsabilité là-dedans. Je pense que le gouvernement ferait bien d'obliger ceux qui prennent un apprenti, avec des avantages, d'assurer la suite. On sait que c'est dur de prendre un apprenti, on sait que c'est dur d'assumer la formation. C'est un investissement de temps et d'énergie des deux côtés. Mais c'est totalement lamentable d'en reprendre un autre après, uniquement pour les avantages financiers. Je pense qu'il y a quelque chose à revoir là-dedans.

### **Jean-Louis NÉE**

Merci Madame. Pour revenir sur le débat sur la démocratie, j'entends qu'on demande beaucoup la réduction du nombre de députés. Afin de relancer le débat, pourrais-je vous demander si vous n'avez pas peur, s'il y a moins de députés, qu'ils soient encore plus loin de vous ? Ils sont déjà loin ?

### **De la salle**

C'est le Sénat qui nous embête. Parce que les réformes vont au Sénat qui fait quelques petites choses, puis ça revient aux députés qui s'en fichent. Ils ont la majorité, ça passe. Je ne sais pas ce que le Sénat fait. Ils sont grassement payés, ce sont des anciens de toute valeur, et vraiment, c'est encore une chose qui nous coûte cher.

### **De la salle**

Pour Benalla, le Sénat était bien là, heureusement.

### **De la salle**

Je ne vais plus regarder derrière, je regarde devant. Pour moi, c'est une institution qui n'a plus lieu d'être. Comme tous les petits lobbys et tous les trucs qu'on fait à Madame Untel. On va lui faire un projet sur l'environnement de l'eau ou des montagnes, on va constituer un groupe avec elle, des secrétaires, et cela ne sert à rien. Et il y en a des centaines. Je ne sais pas comment tout cela s'appelle, mais je sais qu'il faut tout remettre à plat. Nous sommes ouvriers, ça fait 34 ans que je travaille, et j'aimerais un meilleur salaire. Je sais ce qu'est le travail.

De plus, il faudrait faire attention à ce qu'on nous dit, qui fait très mal. On entend des députés, des Présidents, nous dire des mots qui font très mal. Tout le monde n'est pas pareil. En France, on fait ce qu'on veut. On est un pays libre, mais il faut faire attention. Et on en a assez de tous ces avantages. Il y en a tellement qu'à un moment donné, c'est écœurant. Alors je comprends nos jeunes.

### **De la salle**

Je me demande ce que va voter notre député pour les emplois que vous allez supprimer dans la fonction publique et notamment dans hôpitaux. On entend que c'est pour que les gens soient autonomes envers les milieux médicaux. Les médecins, ça sera donc par Internet, c'est ce qui se prône en ce moment. Vu votre ancienne profession, je pense que vous serez bien placé. Mais comme vous n'avez pas voté pour le handicap, j'ai très peur de ce que vous allez nous sortir, puisqu'on entend que c'est pour rendre les personnes autonomes. Je voudrais savoir comment vous pouvez nous rendre autonomes quand nous sommes traités d'illettrés, de gueux, de Gaulois. J'attends votre réponse.



**Jean-Louis NÉE**

Gaulois n'est pas une insulte. Réfractaires, c'était le mot. Mais je pense qu'au moment où le vote se produira, il aura déjà entendu votre point de vue.

**De la salle**

Nous n'avons pas évoqué la limitation du nombre des mandats. Certains sont là depuis des années et des années. Je rappelle qu'élus n'est pas une profession.

**Jean-Louis NÉE**

Non, c'est un mandat.

**De la salle**

Il est payé par indemnité et non par un salaire.

**Jean-Louis NÉE**

Pour parler comme Madame, c'est un CDD, un CDD long, quand même.

**De la salle**

Je voulais souligner cela, et, comme souvent, on ne sait pas vraiment les choses, on parle dans le vide, je voulais rappeler quand même que les sénateurs ne sont pas élus directement. Ce n'est pas de la démocratie totale.

**Jean-Louis NÉE**

C'est ce qu'on appelle la démocratie indirecte. Ils sont élus par des grands électeurs qui sont les élus locaux.

**De la salle**

Ce qui se passe aux Etats-Unis, où il n'y a que ce système.

**De la salle**

On peut dire que cela ne sert à rien. Ça va au Sénat, ça revient aux députés et ça sort. Je pense que ce sont des emplois de complaisance.

**Jean-Louis NÉE**

Dites-moi si vous pensez que le débat est épuisé. Avez-vous encore des choses à dire ?

**De la salle**

Les élus qui ont commis des fautes, et qui ont été sanctionnés en justice, n'ont souvent que quelques années d'inéligibilité. Je trouve cela injuste. Ils devraient avoir une inéligibilité à vie. Je prends l'exemple d'une caissière de Carrefour ou d'une autre grande surface qui a pris malencontreusement un coupon de réduction, et qui a été licenciée automatiquement. Les élus savent très bien qu'ils ne risquent pas grand-chose et se permettent des abus de pouvoir et toutes sortes d'autres choses. On en a de nombreux exemples

**Jean-Louis NÉE**

Vous pensez que la réduction du nombre de mandats est une solution, qu'ils n'ont pas le temps de prendre mauvaises habitudes ?

**De la salle**

Si j'avais commis une grosse bêtise, on m'aurait licencié. On devrait pouvoir les licencier aussi. Ils ne sont pas honnêtes, donc on passe à autre chose.

Je voudrais dire aussi que les anciens Présidents nous coûtent un pognon de dingue. Je rejoins Madame. On paie à peu près quatre millions par an pour Giscard, Sarkozy et Hollande. Je pense qu'une bonne retraite suffirait.

Le train de vie de l'État nous coûte également un pognon de dingue. Alors que dans les pays scandinaves, les ministres ont quelques collaborateurs, en France, on en a une dizaine par ministre ou par secrétaire d'État. On pourrait faire d'énormes économies dans ce domaine.

Je suis bien sûr pour le vote obligatoire. Cela permettrait que chacun s'exprime et cela éviterait un grand nombre d'abstentions, et d'élire réellement un président, pas un qui n'aurait pas vraiment été élu, Macron en l'occurrence.

**Jean-Louis NÉE**

En tout cas qui aurait eu un nombre de voix absolu.

**De la salle**

À mon avis il n'aurait pas été élu, car il ne représente pas le peuple, tout comme les députés de la majorité. Comme disait la dame en face de moi, ils votent des lois contre le peuple.

**De la salle**

Je monopolise un peu la conversation. Je voulais parler un petit peu de l'état de la santé en France. Monsieur Mesnier, c'est votre fête, et je pense que cela va continuer. J'ai rencontré Monsieur le Député il y a un peu plus d'un an, au sujet des problèmes liés au Levothyrox. Suite à notre entretien et dans la foulée, nous avons organisé une réunion avec la métropole de Charente, où 75 personnes étaient présentes, et une autre à Saint-Yrieix avec 250 personnes, toutes concernées par ce problème des médicaments.

Je ne vais pas prêcher uniquement pour ma paroisse, Monsieur Mesnier est au courant, les Charentais aussi, mais je m'inquiète fortement pour tout ce qui arrive au niveau de la santé en France actuellement. Vous allez dire qu'en tant que Britannique d'origine, je devrais être contente d'être en France. Je l'étais jusqu'à récemment, mais je trouve que tous les services de santé sont sur une pente glissante.

On peut parler de la désertification, du manque de médecins en milieu rural, du manque de médicaments dans les pharmacies. Actuellement, il y a pratiquement un problème de médicaments par semaine. Je ne parle pas uniquement du Levothyrox. Celui-ci concerne 500 000 personnes qui ont été obligées d'abandonner un médicament du fait des décisions d'un gouvernement. Je ne pense pas que c'est le gouvernement actuel, cela venait sans doute du gouvernement précédent, mais j'estime que Madame Agnès Buzyn n'a pas fait face à ses responsabilités.

Nous sommes nombreux à suivre les procès actuellement en cours. Nous avons formé une très grande association pour tous les problèmes médicamenteux en France, le Levothyrox, la maladie de Lime, les bébés nés sans bras et j'en passe. Je parle uniquement de ce que je connais, ce sont nos problèmes, mais je pense que cela peut devenir le problème de tout le monde. Actuellement, la médecine a pris une pente qui ne me plaît guère, et je pense que je ne suis pas la seule dans cette salle.

**De la salle**

Je vais plus m'exprimer sur mes compétences personnelles. Afin de permettre aux personnes handicapées qui travaillent et qui s'investissent dans la vie citoyenne, il convient de ne pas baisser leurs allocations, ni de leur supprimer l'allocation d'autonomie. Ils m'ont enlevé l'allocation d'autonomie au mois de janvier, par conséquent, je n'ai plus de revenus.



Je voulais vous dire cela, Monsieur Mesnier, si vous m'écoutez. Je n'ai plus d'allocation d'autonomie, et je ne comprends pas pourquoi.

Je me suis beaucoup investie dans une association aussi. Il faut plus de reconnaissance et de respect envers les associations. Il faut savoir que les personnes qui travaillent dans des associations réalisent bénévolement des choses énormes pour aider les jeunes et les moins jeunes contre la solitude. Et nous ne sommes pas reconnus.

Il faut s'occuper des SDF, les accompagner dans leurs droits, pour qu'ils retrouvent espoir et dignité, avec un accompagnement, des stages rémunérés, des propositions de formation, un accompagnement au niveau des soins aussi. Parce que ces personnes ne savent pas où aller, elles sont dans la rue, elles sont désespérées, sous médicaments, sous alcool, sous drogue, il faut pouvoir aider ces personnes-là.

Des emplois pourraient être créés dans le social pour que ceux qui s'en sont sortis puissent aider ceux qui sont dans le besoin. C'est à ceux qui s'en sont sortis, qui sont arrivés à se sortir de ce trou, de pouvoir les aider. On ne peut pas aider quelqu'un si on n'est pas passés par là. Je suis passée par des difficultés dans la vie. Cela m'a permis d'être dans une association et de pouvoir leur donner cette rage de continuer à vivre et d'avoir de l'espoir en quelque chose. C'est important et bénéfique pour eux, comme ça l'a été pour moi aussi. Pour les aider, il faut être passé par là.

Arrêtez de mettre les dépressifs et autres dans des CHS où ils sont sous médicaments. On dort, on se lève, on mange, on se recouche, on reprend des médicaments. Quand j'étais dans le CHS, j'avais monté mon association qui s'appelait Association d'Aide à la Détresse. J'ai continué avec une association qui s'occupe de gens qui sortent de prison. Il faut être sur le terrain. Si nous n'y sommes pas, les gens ne vont pas voter. Je les motive pour y aller, mais ils me disent qu'ils ne sont pas concernés. Ils ne savent pas pour qui ou pour quoi aller voter. Si nous ne sommes pas sur le terrain pour les conseiller, pour leur expliquer le scrutin, ce n'est pas possible. Je le fais, mais je ne peux pas tout faire non plus. Ça m'a fatigué aussi.

Ce n'est pas régler le problème que de les diriger vers un hôpital où on va leur donner des médicaments. Et ils seront encore sous médicaments quand ils en sortiront, parce qu'on leur en donne 30 par jour, ils iront boire, parce qu'ils ne savent pas. Je suis allé dans d'autres centres. Il y a d'autres endroits pour les en sortir, plutôt que de les mettre dans un hôpital avec des personnes malades comme eux, avec l'alcool et la drogue qui y rentrent. Tout est à revoir pour leur permettre de retrouver une autonomie. Le CHS ne leur apporte rien. Il faut aller plus loin, il faut les diriger. Il y a d'autres centres où on apprend à vivre pendant trois ou six mois, à se lever, à travailler, à faire des choses toutes simples, mais à leur redonner envie de revivre. Parce que les gens dans la rue n'ont plus rien, et les gens en psy, c'est pareil. On ne leur donne pas assez de valeur, d'estime.

Ils sortent avec vraiment trop de médicaments. J'ai subi cela, 30 médicaments à prendre tous les jours, avec l'alcool, la drogue, ce n'est pas possible. Il faut donc travailler plus sérieusement sur ces cas-là.

### **Jean-Louis NÉE**

Merci pour ce cri du cœur.

### **De la salle**

Je n'ai pas fini ! Les aidants n'ont aucun droit à la retraite. Les enfants aidants de leurs parents doivent avoir droit à l'accès aux soins. Les enfants handicapés doivent être pris en charge et soignés comme n'importe quel enfant. La France se doit de former ses thérapeutes avec les méthodes alternatives étrangères qui ont montré leur efficacité sur les enfants. Je vais me calmer, mais en tout cas, cela sort du fond du cœur. J'avais envie d'exprimer cela. Merci pour vos applaudissements, parce que j'ai tellement donné !

**Jean-Louis NÉE**

Ils sont mérités parce que c'est vraiment un cri du cœur. Et surtout, je vous remercie d'avoir mis en avant cette problématique du tissu associatif qui est finalement le premier endroit de démocratie et de citoyenneté.

**De la salle**

Merci Madame, c'était fort. À écouter tous ces débats et contributions diverses, j'ai quelques inquiétudes et une question à laquelle nous n'avons actuellement pas de réponse, même si quelques bribes apparaissent dans la presse aujourd'hui. Que vont devenir toutes ces données si diverses, toutes ces idées émises ? Comment va-t-on pouvoir créer une synthèse reflétant les choses fortes qui se sont exprimées dans ces débats, dans les contributions collectives, dans les registres des municipalités qui en mettent à disposition, dans les participations sur Internet au grand débat avec l'ensemble des questions ? Comment va-t-on pouvoir synthétiser peut-être un million de participations ? Les mettre dans une machine ? On a parlé des algorithmes ce matin, il faut quand même leur fournir des éléments pour qu'ils fonctionnent.

On a entendu parler des mots-clés, de différentes choses, mais je ne vois pas comment cela va pouvoir se terminer, quand on voit comment, pour Parcours Sup l'année dernière, les algorithmes ont traité les demandes des étudiants et des lycéens. Selon les académies, les données n'étaient pas les mêmes. Cela veut bien dire qu'en fonction de ce que l'on y rentre, les priorités des mots, de l'origine et autres, on va arriver à des résultats totalement différents. Celui qui aurait pu accéder au parcours visé en Poitou-Charentes ou en Aquitaine ne l'a pas obtenu, alors qu'il l'aurait obtenu en région parisienne ou inversement.

D'où mon interrogation, à laquelle personne n'est capable de répondre. Que va donner la constitution de ces algorithmes et qu'est-ce qui sera pris en compte à l'intérieur à partir de ces données ? J'ai peur que nous soyons fortement déçus par rapport à la richesse de ces idées, de ces participations multiples, diverses, de gens de toutes catégories. Je crois que c'est fort, mais que le résultat au bout risque de décevoir beaucoup de monde.

**Jean-Louis NÉE**

Merci, Monsieur. Vous m'offrez d'une certaine façon une conclusion. Effectivement, les algorithmes ne restitueront jamais le témoignage de Maryline tout à l'heure.

**De la salle**

Avant tout, je suis gilet jaune, et je veux vous dire que je pense surtout aux retraités qui ont leur taux désindexé de l'inflation. Les secteurs publics ont leur taux gelé depuis longtemps. Pour les retraités, je peux vous donner un exemple. Mes parents, en cinq ans, sept euros à eux deux, sur une retraite de 2800 euros à eux deux.

**Jean-Louis NÉE**

Je suis moi-même retraité.

**De la salle**

Et ils ne se plaignent pas. On ne veut plus de taxe. Beaucoup de femmes ont quitté leur mari. Souvent, le mari travaillait et la femme gardait les enfants. Elles sont en grande difficulté. Ce sont ceux d'en bas. Ce sont des gens du peuple. Ce sont des Français. Et comme dirait Coluche, tout le monde a le droit de vivre, tout le monde a le droit de manger, tout le monde a le droit d'avoir un toit, tout le monde a le droit d'avoir un salaire et une vie décente.

**Jean-Louis NÉE**

Voilà une autre belle conclusion. Je ne voudrais pas qu'il y ait de gens frustrés. J'opère un petit regard circulaire, mais je pense que nous avons déjà dit beaucoup de choses. Si vous voulez dire encore un petit mot rapide ?

**De la salle**

On est allé chercher dans la poche des retraités dont je fais partie, mais il existe un gisement d'argent énorme. C'est la fraude fiscale. Cent milliards l'année dernière quand même ! Cela nourrit aussi les conseillers fiscaux. Avez-vous des conseillers fiscaux ? Non. Par contre, ceux qui planquent l'argent ont des conseillers fiscaux. Cette profession ne devrait même pas exister.

**De la salle**

Je voudrais rajouter un petit détail. Macron a fait une chose formidable.

**Jean-Louis NÉE**

On voit revenir l'ironie.

**De la salle**

J'exagère un peu, mais c'est la seule chose sur laquelle je suis d'accord. Il a dédoublé les classes de CP et de CE1 en REP. C'est une idée géniale. Mais tout le reste est catastrophique. Je propose dans ce domaine qu'ils fassent la même chose dans les classes maternelles, surtout en grande section, parce que les classes maternelles sont souvent surchargées. Bien sûr, il y a une assistante maternelle, mais ce serait une très bonne idée de dédoubler toutes les classes maternelles, pas seulement en REP+. Et deuxièmement, de ne pas déshabiller Paul pour habiller Pierre ou le contraire. Parce que, bien sûr, cela demande de nouveaux postes d'enseignants, et il ne faut pas aller les piquer dans les zones rurales ou dans les banlieues, mais en créer de nouveaux.

**De la salle**

Je suis maman d'un enfant autiste. Aujourd'hui, je viens d'apprendre que mon fils ne pourra pas être suivi avant septembre, parce qu'il y a des manques de moyens. Il me semble que le Président avait dit qu'il ferait du handicap un sujet important de son mandat. Mais aujourd'hui, c'est loin d'être le cas. Je scolarise mon fils dans une école alternative, parce que l'éducation n'est pas du tout adaptée à mon enfant, comme à beaucoup d'autres. Moi-même, je ne suis pas autiste, mais je suis un exemple d'échec scolaire. Je pense que nous devrions prendre l'exemple de pays un peu plus au nord, dans lesquels l'éducation se passe très bien.

Je voulais aussi parler du revenu universel, car je pense qu'aujourd'hui, il faut pouvoir permettre aux personnes qui veulent vivre en autosuffisance, de pouvoir le faire correctement.

**Jean-Louis NÉE**

Merci. Je ne voudrais surtout pas que quelqu'un sorte en disant qu'il n'a pas pu parler, donc je regarde à nouveau. Nous avons fait le tour. Ce qui était important, c'était surtout de pouvoir parler. Je vous remercie en tout cas de l'avoir fait de manière posée et de vous être écoutés les uns les autres. Et comme disait Monsieur tout à l'heure, la question reste ouverte : que va-t-on en faire ? Nous verrons. Merci beaucoup.



# INDEX

---

*Nous vous indiquons que nous n'avons pu nous assurer de l'exactitude des éléments suivants :*

Madame Lan, 3

Océdaré, 21

Madame Marquel, 11